

À la veille de l'Armistice : Luxembourg se dote de symboles nationaux

Texte : Robert L. Philippart

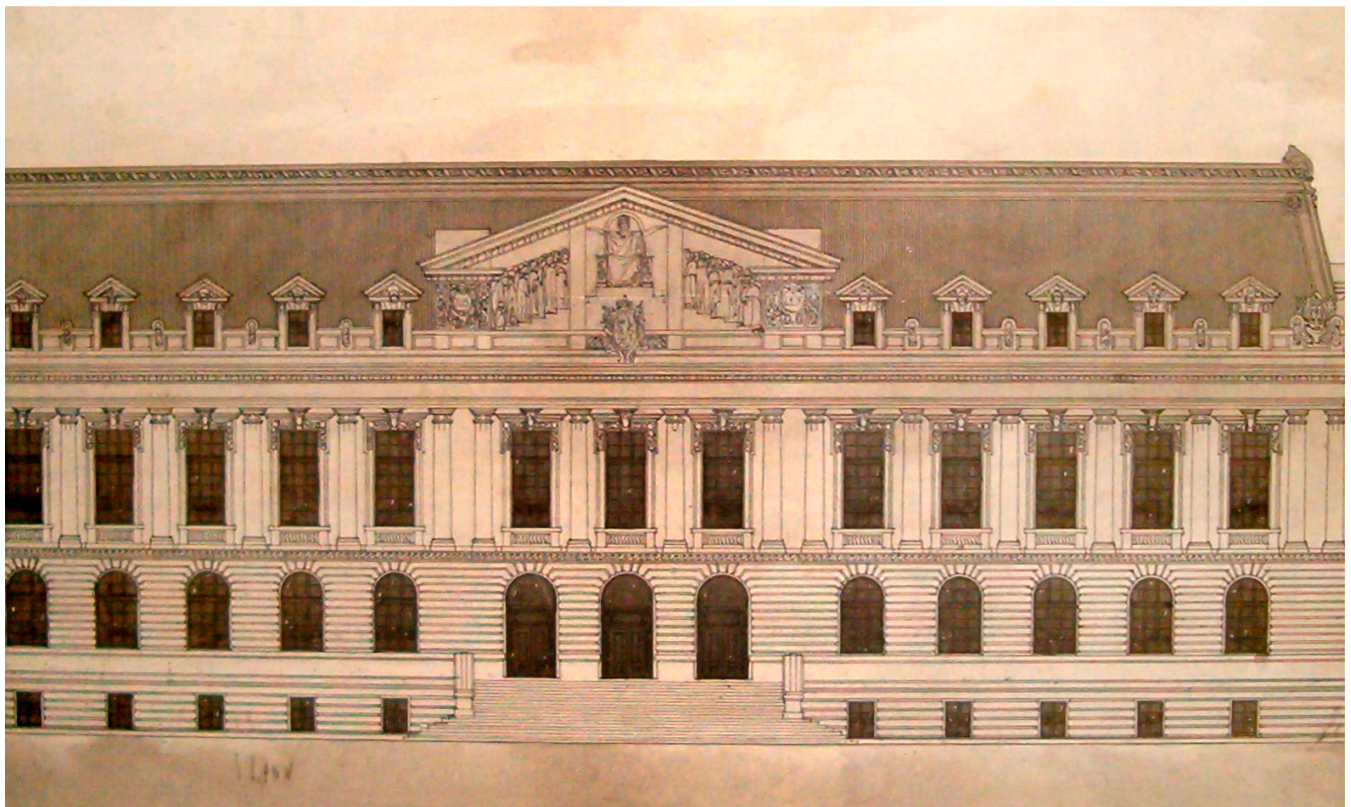
Le 28 juillet 1916, en pleine guerre, le Gouvernement Victor Thorn lançait un vaste programme de création d'infrastructures pour relancer l'économie par des investissements publics et pour afficher dans l'espace la souveraineté nationale. Il proposait ainsi l'agrandissement de l'Hôtel du Gouvernement, la construction d'un nouveau Palais de Justice au Plateau Bourbon, de nouveaux établissements pénitentiaires à Verlorenkost, d'une École Normale au Limpertsberg, d'un musée sur le plateau Altmünster, d'une bibliothèque au Piquet ou encore d'une nouvelle école d'agriculture. Les travaux prévoyaient également l'agrandissement de l'Hospice civil du Rham, l'aménagement du séminaire épiscopal et l'extension de la station thermale à Mondorf-les-Bains. Un poste supplémentaire « *frais d'études et de confection des projets des grandes constructions à faire par l'Etat* » fut inscrit au budget de l'Etat en 1917¹. « *Die Regierung studiert eine Reihe von Projekten, für die erst später die Deckungsfrage zu lösen ist* » pointait l'*Obermoselzeitung*. Dans leur ensemble ces projets représentaient une dépense de près de 40 millions de francs². A ce programme

ambitieux du Gouvernement, il fallait encore ajouter, en 1917, le concours lancé par la ville de Luxembourg pour la construction, au Bambësch, d'un hôpital communal. Les plans définitifs devaient être soumis pour le 1^{er} octobre 1918³.

Pourquoi cette fièvre d'investissement, à un moment de l'histoire où le pays était plus ébranlé que jamais ?

Pourquoi investir dans l'autoreprésentation en temps de guerre ?

C'était peut-être en raison de la situation difficile dans laquelle se trouvait le pays marqué par l'occupation, le manque de vivres, des mouvements sociaux et d'incessantes attaques aériennes que les gouvernements Thorn et Kauffmann s'investissaient dans des projets de construction d'édifices publics. Ces infrastructures ne servaient pas seulement à la relance économique; leur symbolisme renforçait également le caractère identitaire d'une communauté de fait se partageant un même territoire et destin. Peut-être ce programme de construction ne



représentait qu'une étape logique après l'adoption de la loi du 10 août 1915 qui reconnut, aux fins de développer l'économie, la société en nom collectif, la société en commandite simple, la société anonyme, la société en commandite par actions et la société coopérative⁴.

Un Palais de Justice

Rien ne représente mieux la puissance de l'Etat qu'un Palais de Justice. L'architecte de l'Etat Sosthène Weis soumettait en 1917 des avant-projets pour la construction de cet édifice au plateau Bourbon⁵. Certes, malgré l'extension du palais de Justice à la vieille ville, les discussions n'avaient pas cessé, mais l'analyse des plans pour la construction d'un palais flambant neuf à l'avenue de la Liberté, laisse entrevoir que le projet était loin d'être finalisé. Il n'a jamais été concrétisé.

Des prisons au Verlorenkost

Dans le répertoire classique de la représentation de la force d'un Etat, des infrastruc-

tures carcérales reflètent l'efficacité du bon fonctionnement de la société, prête à brimer ceux et celles qui nuisent au bien commun. Les discussions sur la qualité de vie dans les prisons du Grund remontent à la fin du XIX^e siècle. En 1891, l'administrateur Bruck déplorait les « *conditions psychologiques et morales (...) Cet état de promiscuité (...) (qui) imprime à nos prisons le caractère d'une véritable école de corruption. Pour remédier (...) il n'y a qu'un moyen: celui de construire une nouvelle prison[...]* ». ⁶ Malgré des débats récurrents, le projet ne devint concret qu'en 1917. Pour étudier la construction de nouvelles prisons au Verlorenkost (projet non exécuté), l'architecte de l'Etat, Sosthène Weis entreprit des voyages d'études vers les nouveaux centres pénitentiaires établis à Charleroi, Forest et Louvain⁷.

Hôtel du Gouvernement

L'autoreprésentation passait avant tout par l'agrandissement notable de l'Hôtel du Gouvernement. Celui-ci représente le pendant au palais grand-ducal, voire même de la ►



©ANL Travaux Publics N°749

Projet de construction
de nouvelles prisons
au Verlorenkost

cathédrale, symbole du pouvoir spirituel. La tour centrale proposée pour la construction de l'hôtel du Gouvernement rivalisait d'ailleurs avec celle du palais et celle de la cathédrale. Le projet devait affirmer la souveraineté du pouvoir, à un moment où l'existence de l'Etat était ébranlée. L'idée de faire construire ce nouveau symbole jaillit sur le fond des débats menés en juin 1917 à la Chambre des Députés où il était affirmé que la souveraineté réside dans la nation et non pas dans la personne du monarque. Ces débats avaient été, entre autres, à l'origine de la chute du gouvernement Kauffmann⁸. Une commission était instituée en 1917 réunissant Albert Rodange, ingénieur en chef des Travaux publics, Sosthène Weis, architecte de l'Etat, Nicolas Petit, architecte de la ville, des représentants de la Chambre des Comptes, de l'Office des achats du Gouvernement, le conseiller du Gouvernement Norbert Dumont et l'ingénieur des mines, pour définir l'envergure du projet. L'extension s'inscrivait également dans le souci d'assainir la vieille ville. L'ancien refuge St Maximin était à maintenir « dans tous les cas » et être réservé au Ministère d'Etat et à la direction générale des Finances. La nouvelle aile devait comprendre les directions générales de l'In-

térieur, de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, les administrations des Travaux publics et des Chemins de Fer⁹.

Musée national

Pour survivre comme entité politique, il fallait parvenir à une définition officielle de cet « être luxembourgeois ». La commission nommée en mars 1917 considérait que « *le musée national d'un petit pays doit avant tout porter un cachet régional, c'est là son mérite principal* »¹⁰. Malgré les discussions interminables sur la construction d'un musée national qui remontaient déjà à 1845 et les échecs encourus jusque-là, 1917 marquait un nouveau départ. Construire un musée fut un moyen pour justifier l'existence du pays et son indépendance dans l'histoire. Le musée devait former à « *la nationalité naturelle* » de la population, montrer comment celle-ci s'était forgée et maintenue sous « *les nationalités fictives* » des « *dominations étrangères* »¹¹. L'emplacement au plateau Altmunster, au berceau de la ville, représentait le site idéal pour ce projet : « (...) cet endroit, dans un paysage délicieux, sur un sol historique, sans entraves matérielles et sans l'influence gênante de

l'architecture du voisinage(...) ».¹² D'autre part, avec le désir montant de participer à la vie politique et sociale, le « *Verein für Volks-und Schulhygiene* » demandait au nom « *der arbeitenden Klassen* » au Gouvernement la construction d'un musée national¹³. Le musée devait instruire également sur les points de vue de l'hygiène et de la prévention de la tuberculose, des maladies sexuellement transmissibles et de l'alcoolisme¹⁴. Du côté matériel, l'architecte Jean-Pierre Koenig soulignait qu'« *un emploi judicieux de nos pierres de taille de Gilsdorf et d'Ernzen* »¹⁵ représenterait un bon marché pour les propriétaires des carrières de pierres et procurerait du travail aux ouvriers. L'ensemble de ce programme architectural visait donc non seulement l'affirmation de soi en temps de crise, mais aussi la responsabilité de l'Etat de procurer de l'emploi.

Bibliothèque nationale

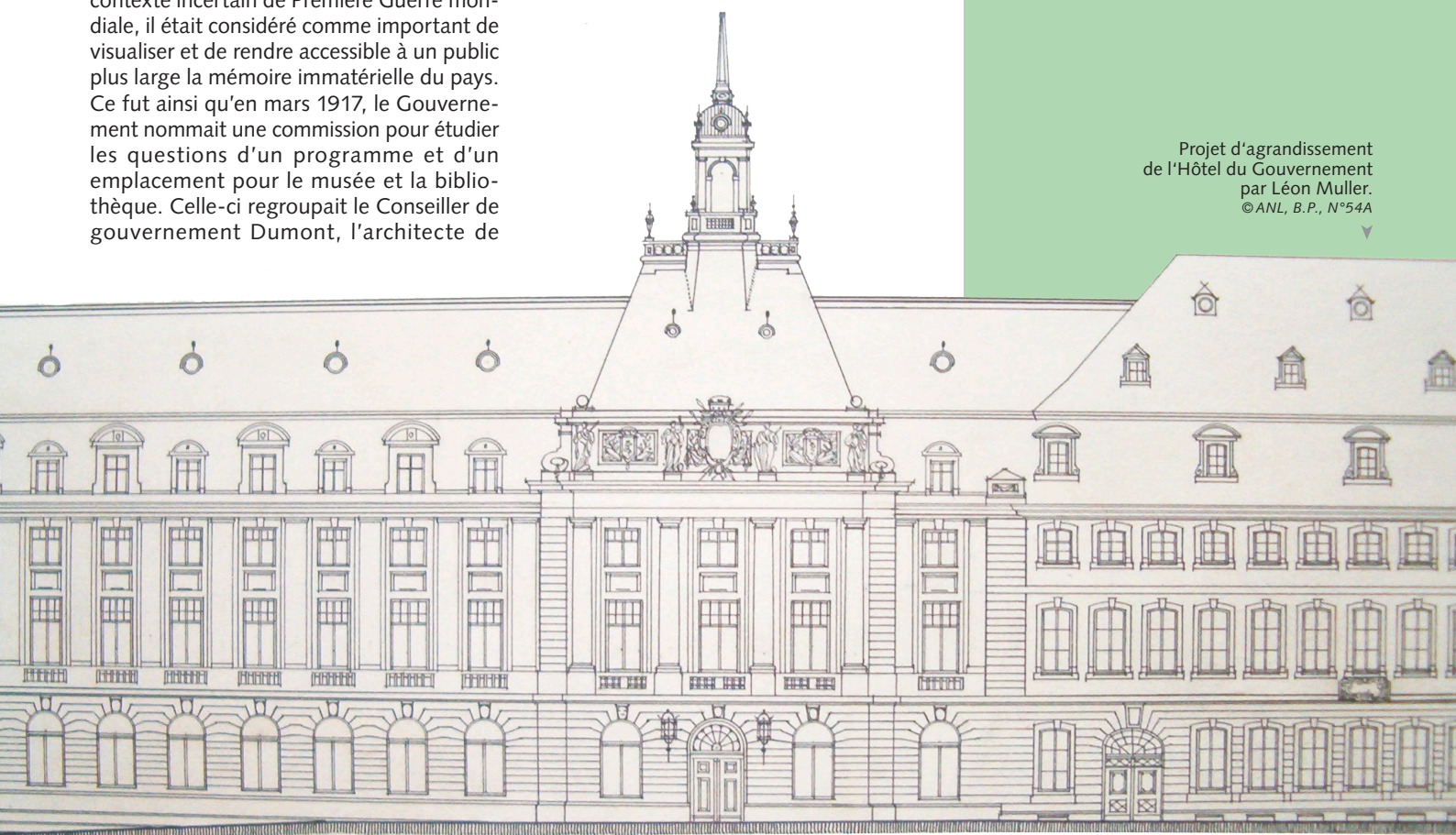
Les discussions sur la mise en valeur des connaissances thésaurisées au sein de la Bibliothèque nationale remontaient à leur tour au milieu du XIX^e siècle. Dans le contexte incertain de Première Guerre mondiale, il était considéré comme important de visualiser et de rendre accessible à un public plus large la mémoire immatérielle du pays. Ce fut ainsi qu'en mars 1917, le Gouvernement nommait une commission pour étudier les questions d'un programme et d'un emplacement pour le musée et la bibliothèque. Celle-ci regroupait le Conseiller de gouvernement Dumont, l'architecte de

l'Etat Weis, l'ingénieur en chef des Travaux publics, Rodange, l'architecte de la ville, Petit, le professeur bibliothécaire d'Huart et le président de l'Institut grand-ducal, Van-nérus. Fin 1918, les conditions pour le lancement du concours entre architectes étaient prêtes. L'emplacement retenu pour la Bibliothèque nationale fut l'ancien site des casernes d'artillerie à la rue Aldringen¹⁶. Celles-ci avaient été démolies en 1913, et leur emplacement présentait une énorme friche en plein centre ville. Les projets de construction devaient être remis pour le 1^{er} mars 1919. Le site à la rue Aldringen ne fut construit qu'en 1933.

Programme scolaire

Au programme des constructions envisagées en 1916/17 figurait encore la construction d'une nouvelle école agricole à Ettelbruck. Le concours entre architectes luxembourgeois était ouvert le 15 mars 1918 et les projets devaient être rentrés au 1^{er} octobre 1918¹⁷. La restriction des candidatures aux ressortissants luxembourgeois ne relevait pas uniquement d'un souci de protectionnisme dans ►

Projet d'agrandissement
de l'Hôtel du Gouvernement
par Léon Muller.
© ANL, B.P., N°54A



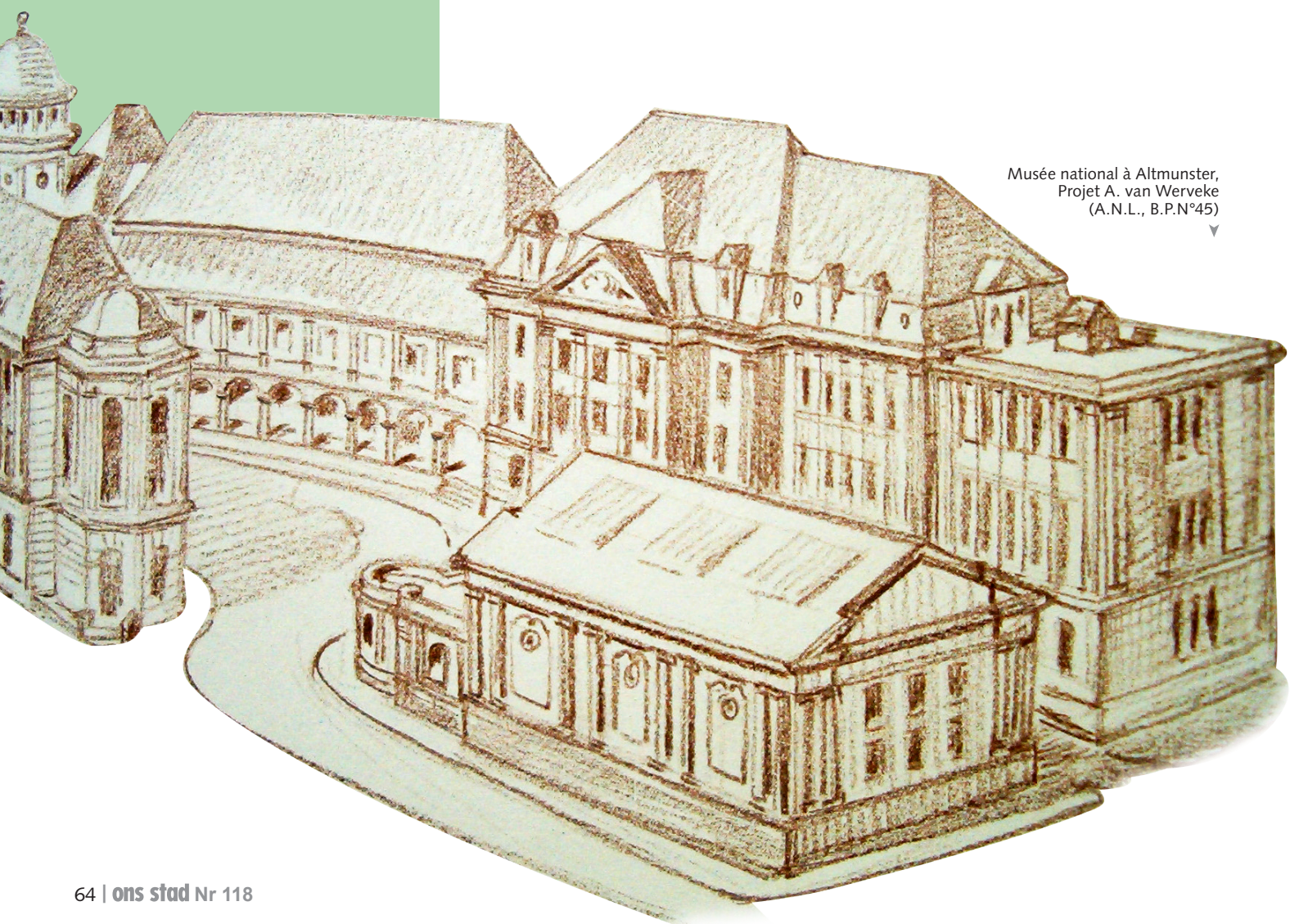
un contexte économique difficile, mais également du désir d'affirmation de soi, de confiance en ses compétences – même si les candidats ne bénéficiaient guère d'expériences pour le type de construction pour lesquels ils postulaient¹⁸. Il est intéressant également de noter que l'école agricole avait été la première école spécialisée à être fondée en 1883, l'Ecole d'Industrie et du Commerce (1892) et l'Ecole d'Artisans (1896) la suivaient. Le nombre d'élèves de l'école agricole avait augmenté de 118 % entre 1912 et 1918. Le renchérissement du coût de la vie et le rationnement alimentaire soulignaient l'incapacité de pouvoir vivre en autarcie. Il fallait donc investir dans l'enseignement agricole et offrir des infrastructures aptes aux exigences pédagogiques. Or, il fallut attendre jusqu'au 4 octobre 1927 pour voir posée la première pierre d'un nouvel établissement à Ettelbruck¹⁹.

L'École Normale allait être logée en 1919 à l'ancien couvent des sœurs de Milwaukee au Limpertsberg²⁰ – une construction nouvelle pouvait ainsi être évitée. Le

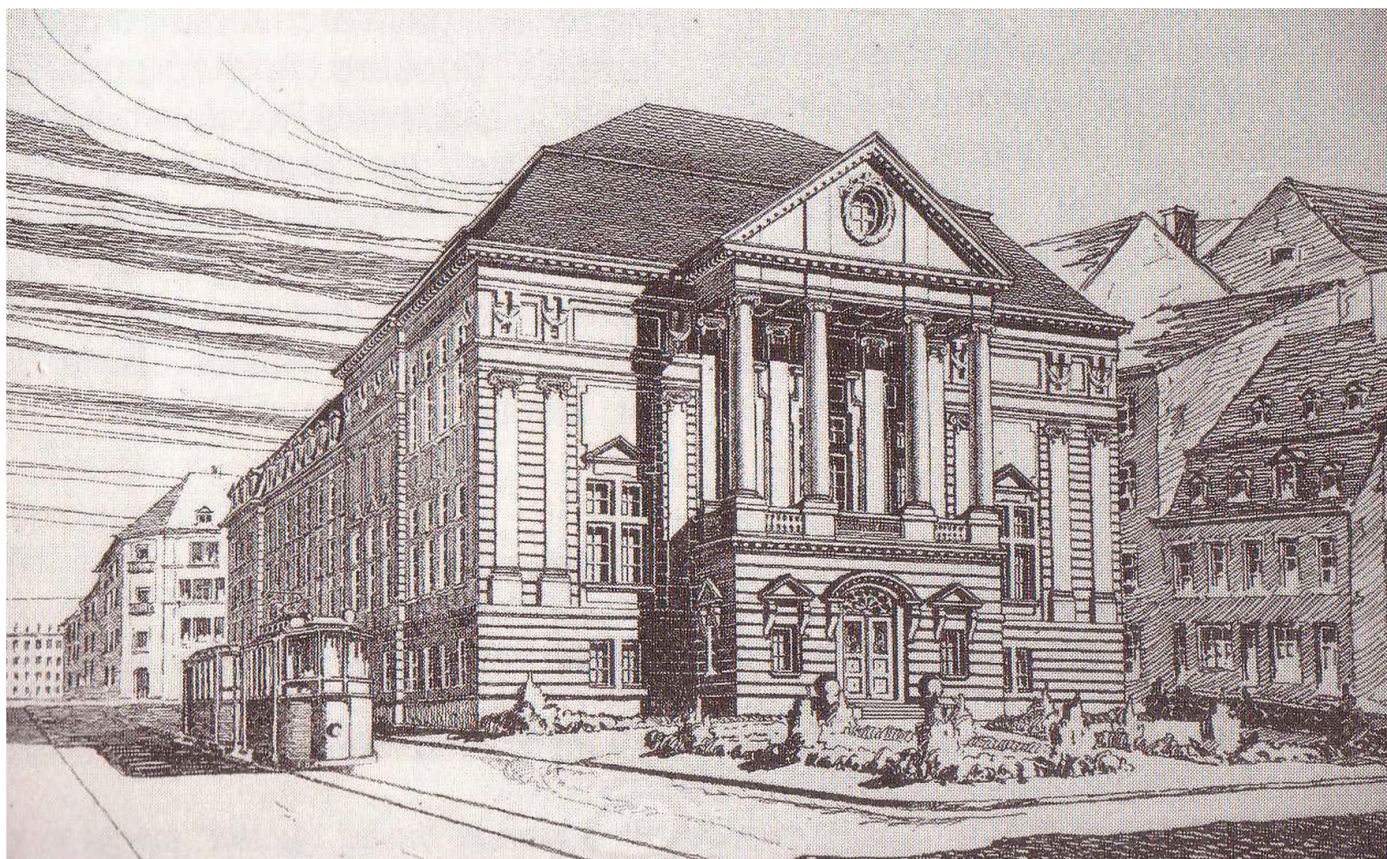
lycée de jeunes filles n'a été réalisé qu'en 1926²¹. La question du séminaire allait être réglée la même année²², soit avec un retard de 10 ans sur les projets initiaux.

Les commissions pour étudier l'implantation de nouvelles infrastructures à Mondorf-les-Bains et pour l'agrandissement de l'hospice civil au plateau du Rham n'étaient pas prêtes pour le lancement de concours ou de travaux à la veille de l'Armistice.

À la vue de l'ensemble de ces éléments, on peut constater que malgré le climat politique et social incertain, le lancement de ces projets de construction ambitieux exprime une confiance très forte dans la survie du Luxembourg, soit comme Etat indépendant, soit comme principauté pouvant « survivre » dans l'ensemble des territoires de l'Allemagne, au cas où celle-ci aurait été victorieuse. En étroite collaboration avec la Ville de Luxembourg, les gouvernements en place ont pris leurs responsabilités pour orienter les décisions vers le maintien au moins d'une autonomie et pour assumer le rôle de promoteur de l'économie de la capitale et du pays. ♦



Musée national à Altmünster,
Projet A. van Werveke
(A.N.L., B.P.N°45)



Projet J.P. Koenig
pour une bibliothèque
au Piquet
(A.N.L., B.P.N°45)

¹ Compte-rendu des séances à la Chambre des Députés., séance du 17 janvier 1917, p. 411.

² Sitzung vom Mittwoch 26. Juli, in Obermoselzeitung 28. Juli, 1916, p. 3.

³ Zu dem Krankenhausneubau, in Die Volksstimme, 06 juillet 1917, Luxembourg, 1917, p. 4.

⁴ Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, in Mémorial AN°90, Luxembourg, 1915, p. 925.

⁵ PHILIPPART, Robert L., Le rêve d'un palais de Justice au plateau Bourbon, in Les demeures de la justice, Luxembourg, 2008, p.65.

⁶ THEIS, Vincent, La prison dans son contexte historique, in Forum N°4, Luxembourg, 2010, p.8.

⁷ ANLUX, Travaux Publics, N°51 B.

⁸ THEWES, Guy, Les gouvernements du Grand-Duché de Luxembourg depuis 1848, SIP 2006, p. 72.

⁹ ANLUX, B.P. N°54 A.

¹⁰ IDEM, Travaux Publics, N° 625.

¹¹ Ibidem, N°540.

¹² Ibidem, N°625.

¹³ Ibidem, N° 540.

¹⁴ Ibidem, N° 540.

¹⁵ Ibidem, N°4.

¹⁶ IDEM., Bâtiments Publics, N°45.

¹⁷ Wettbewerb, in Obermoselzeitung 15.mars. 1918, p.3.

¹⁸ PHILIPPART, Robert L., Luxembourg, de l'historicisme au modernisme, de la ville forteresse à la capitale nationale, Luxembourg-Louvain-la-Neuve, t.2, p.886-887.

¹⁹ POECKER, Tom, 85 Joer an der Kinnekswiss 1932-2017, Ettelbruck, 2017, p.145.

²⁰ Lokalneuigkeiten, in Escher Tageblatt, 28.Oktober 1919, p. 4.

²¹ <http://www.lrsi.lu/a-propos/historique> (consulté le 10 août 2018).

²² Loi du 3 novembre 1926, concernant l'affectation de l'immeuble dit « Couvent américain », sis à Luxembourg-Limpertsberg, à l'usage du Séminaire, et du Château de Walferdange à l'usage de l'école normale des élèves-institutrices, in Mémorial A .N°53, Luxembourg, 1926, p.836.